

L'Union syndicale Solidaires 33 appelle à la mobilisation et à la grève le 28 juin 2018. Rassemblement à la préfecture de Bordeaux à 13h30 puis départ en manifestation jusqu'à la gare St Jean

Les cheminot-es poursuivent leur lutte légitime par une grève dont la durée est remarquable. Face à elles et eux, le pouvoir reste droit dans ses bottes, fait adopter la loi et refuse de négocier. La journée du 28 juin doit partout exprimer le soutien à leur lutte contre la privatisation et pour la préservation du statut. Plus largement elle doit être aussi une journée pour dire notre colère à toutes et tous. On ne rappellera jamais assez qu'ils et elles luttent pour un véritable service public des transports sur tous les territoires, pour toutes et tous. On ne rappellera jamais assez, encore, qu'une fois le statut des cheminot-es détruit, le pouvoir s'attaquera à celui des fonctionnaires et continuera à détruire tous les conquits sociaux qu'il présente comme des obstacles à la libéralisation totale, thatcherienne, du marché du travail.

Tout le monde est concerné par cette offensive globale contre nos conditions de travail et de vie décente : Les retraité-es, les étudiant-es et les lycéen-es qui, avec Parcoursup en font les frais aujourd'hui. Alors oui, nous avons encore et toujours de bonnes raisons d'être en lutte, ensemble, le 28 juin. Nous ne nous réduisons pas à des tableaux de gestion ou à des algorithmes.

Mais après ? Nous mesurons les difficultés à mobiliser aujourd'hui compte tenu du niveau insuffisant de certaines journées de mobilisations récentes. Nous entendons la lassitude exprimée par les travailleurs et travailleuses vis à vis de journées de mobilisations isolées et souvent fragmentées entre les différents secteurs. C'est pourquoi Solidaires continuera, comme nous l'avons fait à de très nombreuses reprises depuis un an, à participer à tous les efforts pour construire une riposte interprofessionnelle d'ampleur suffisante sur des bases revendicatives. Face à la dévastation sociale et à la morgue des classes dominantes, la lutte, c'est tous les jours que nos militant-es la mènent et la

construisent. Aussi nous n'attendrons pas la fin de l'été pour cela. Pour nous, il ne saurait y avoir de trêve estivale.

Guerre aux pauvres. Pire que ses prédécesseurs, ce pouvoir arrogant mène la guerre contre les pauvres. Pour cela, il ne renonce à aucune outrance, mensonge ou cynisme. En témoigne la violence par laquelle Macron s'exprime sur les minima sociaux : tout ce « pognon de dingue » dépensé pour les pauvres qui « ne font pas d'efforts ». On les « déresponsabilise et on est dans le curatif ». Comme si la pauvreté était une fatalité ou pire, une maladie à « guérir ». Ceux et celles qui nous dirigent sont sans vergogne, se pensant autorisés à énoncer publiquement les préjugés les plus dégradants des riches vis-à-vis des démunis. Ces « riens » qu'on croise dans les gares, démunis par qui ? Démunis en tous cas des 500 000 euros dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Elysée (ça fait combien de RSA ?)

Les salarié-es aussi coûteraient trop cher aux patrons ? Heureusement pour ces dernier-es, la loi travail de Macron permet aujourd'hui à PSA de mettre fin aux 35 heures dans ses usines. S'ils et elles travaillent plus en gagnant moins, c'est sûr, cela fera plus de profits pour leurs patrons. Comme pour l'ex PDG de Carrefour, parti en retraite avec une indemnité de 13 millions d'euros pendant que son groupe licencie et ferme des magasins. 13 millions ! En voilà du pognon de dingue pour financer des services publics et assurer les besoins sociaux de la population ! Sans oublier ce pognon de dingue évadé et fraudé fiscalement, ces dizaines de milliards d'euros, ils pourraient en financer pas mal de biens communs !

Le 28 juin est un moment important de mobilisation, de grèves et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens dont nous disposons. Gardons le fil de notre légitime colère, continuons à construire patiemment mais résolument la résistance et les luttes contre leur monde.